

CERCLE AGÉNOR

Le cercle centriste de réflexion et de propositions sur les enjeux internationaux



DE LA SOUVERAINETÉ

Éditorial - Reprendre la maîtrise de notre destin
par Pierre-André Hervé

Entretien avec Gérard Araud : « La souveraineté a toujours été limitée, mais ma conviction c'est qu'elle l'est encore plus aujourd'hui »
propos recueillis par Mathieu Baudier

Crispation souverainiste contre urgence climatique, une controverse franco-brésilienne
par Jean-Baptiste Houriez

Souveraineté européenne ? Une réponse polonaise à M. Macron
par Marcin Giełzak

Personne ne veut de la souveraineté européenne
par Mathieu Baudier

FÉVRIER 2020

ONT CONTRIBUÉ À LA RÉDACTION DE CE NUMÉRO

MATHIEU BAUDIER (40 ans) est ingénieur indépendant à Berlin. Diplômé de l'École Centrale Paris (option Mathématiques Appliquées, 2001) et de l'Académie Diplomatique de Vienne (MAIS, 2009), il est membre depuis 2016 du Comité Scientifique de l'Institut des Démocrates Européens, où il s'efforce de promouvoir l'interdisciplinarité et la formation intellectuelle des jeunes militants européens du Parti Démocrate Européen. Ses sujets de recherche et d'expérimentation sont le logiciel libre, les systèmes dynamiques complexes, et les conflits inter-communautaires dans le voisinage oriental de l'Europe.

🐦 @mbaudier

MARCIN GIEŁZAK (32 ans) est auteur, essayiste, entrepreneur. Il est vice-président du conseil de direction de ShareHire, une entreprise technologique dans le domaine des ressources humaines, ainsi qu'expert et membre du bureau de la fondation Ambitna Polska. Il collabore à de nombreux magazines et think-tanks polonais, dont Fundacja Republikanska, et il est l'auteur ou le co-auteur de plusieurs livres.

🐦 @marcingielzak

PIERRE-ANDRÉ HERVÉ (34 ans) est consultant indépendant spécialisé en gestion des risques internationaux (Moyen-Orient, en particulier) et doctorant en histoire à l'École Pratique des Hautes Etudes (EPHE). Ancien conseiller sur les affaires étrangères et la défense du groupe MoDem à l'Assemblée Nationale. Diplômé de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne (géographie, 2010) et de Sciences Po (sécurité internationale, 2013).

🐦 @paherve

JEAN-BAPTISTE HOURIEZ (31 ans) est chargé de *business development* dans une société de services informatiques multilingues. Diplômé en communication politique de l'Institut de Communication de Paris (2012), il a poursuivi sa formation et travaillé au Brésil puis en Inde. Au Brésil, il a notamment participé au Forum social mondial et dirigé plusieurs campagnes d'élus locaux, avant de passer trois années en Inde et d'y obtenir un second master en science politique (2018). Il est spécialiste des marchés émergents et du financement de campagnes électorales.

🐦 @jb_houriez

*La maquette de cette publication est une production originale de **Pauline Zhor Belhamani**.*

www.cercle-agenor.org

🐦 @CercleAgenor

REPRENDRE LA MAÎTRISE DE NOTRE DESTIN

PAR PIERRE-ANDRÉ HERVÉ

En 2020, le Cercle Agénor poursuit son exploration engagée des grands thèmes de la politique étrangère. La guerre et la paix, les nouvelles dynamiques stratégiques et régionales, la construction européenne, ont occupé nos travaux précédents. Place maintenant à la question de la souveraineté, dans un contexte international agité par de multiples mouvements de contestation citoyenne, qui révèlent un grand malaise démocratique, le sentiment largement partagé d'une dépossession de la maîtrise de son destin.

Dérivée du latin *superus* (« supérieur »), la notion de souveraineté désigne l'autorité suprême, le pouvoir qui l'emporte sur les autres. Par extension, dans son acception populaire contemporaine, elle qualifie précisément la capacité d'une personne ou d'un groupe à maîtriser son destin. Depuis la Renaissance, cette notion est au cœur des débats philosophiques occidentaux, qui se focalisent sur l'identité du détenteur légitime de cette souveraineté. Popularisée par Jean Bodin et Thomas Hobbes, entre autres, elle est d'abord présentée comme un attribut de l'État. En France, les théoriciens postérieurs de la démocratie l'associent plutôt à des corps politiques quasi-mystiques : le peuple des citoyens, pour Jean-Jacques Rousseau ; la nation, pour l'abbé Sieyès et les rédacteurs de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Chez les Anglo-saxons, l'anarchiste américain Josiah Warren et, après lui, le libéral britannique John Stuart Mill la réservent à l'individu. Dans le droit international, tel que formalisé par la Charte des Nations Unies, elle reste avant tout un attribut de l'État, fut-il État-nation ou multinational, démocratique ou autoritaire, pourvu seulement qu'il soit reconnu comme tel par ses pairs. Une souveraineté de l'État qui, selon certains, peut toutefois être partagée, comme le disait Alexis de Tocqueville à propos des États-Unis, et comme le préconise ces jours-ci Emmanuel Macron au niveau européen.

« Dérivée du latin superus (« supérieur »), la notion de souveraineté désigne l'autorité suprême, le pouvoir qui l'emporte sur les autres. » —

Ce débat, vieux d'au moins cinq siècles, continue de tourmenter, d'opposer et de distinguer les différents courants de pensée politique, en France comme ailleurs. Qu'en pensent les centristes ? Difficile de le dire en vérité, tant les lignes de fracture les traversent aussi, entre les philosophies libérale et personnaliste, centrées sur l'individu ou la personne, invoquées dans leurs rangs, l'attachement à l'État-nation affiché par le bonapartiste inavoué François Bayrou, ou le fédéralisme européen défendu par ses troupes. Mais quoi de plus normal, pour des humanistes et des démocrates, que d'être tiraillés entre plusieurs manières de concevoir les voies et moyens pour la démocratie et, avec elle, le genre humain de s'épanouir ?

Au Cercle Agénor, où on n'échappe pas à ces tiraillements, on essaye en tout cas de se garder des idées à l'emporte-pièce, car on sait qu'elles collent mal avec la réalité. L'ambassadeur de France Gérard Araud, qui nous a fait l'amitié et l'honneur d'un entretien, adopte aussi cette attitude en proposant un « réalisme » plus lucide

que seulement stato-centré. Il constate que la souveraineté « nationale », appuyée sur l'exigence de sécurité, demeure l'horizon non-négociable des États constitués de la planète, mais que son dépassement apparaît nécessaire pour répondre aux enjeux globaux auxquels cette dernière est, de plus en plus, confrontée. Un double-constat pragmatique partagé par Jean-Baptiste Houriez, dont l'article apporte un éclairage plus précis sur la crispation « souverainiste » brésilienne en ces temps d'urgence écologique. Gérard Araud observe aussi que la souveraineté des États n'est, en réalité, pas absolue. Ceux-ci doivent en permanence, et de plus en plus là aussi, adapter leurs actions à leur environnement et sont désormais sous la surveillance d'une opinion publique internationale, portée par une classe moyenne en croissance aux aspirations comparables d'un bout à l'autre de la planète. S'il trouve maladroit l'expression de « souveraineté européenne » avancée par le Président Macron, jetant de l'huile sur le feu d'un débat politique déjà brûlant, il reconnaît que la souveraineté doit désormais s'exercer à plusieurs niveaux, national et européen, en fonction des défis à relever.

Dans deux tribunes moins « diplomatiques » écrites depuis Berlin et Łódź, Mathieu Baudier et Marcin Giełzak poursuivent la critique de la « souveraineté européenne » affichée par Emmanuel Macron, sur la forme comme sur le fond. Tous deux pointent l'incohérence, sinon la tromperie, d'un gouvernement français qui défend moins, dans les faits, la souveraineté partagée au niveau européen que l'extension de la souveraineté française en Europe. Prenant l'exemple polonais, Marcin Giełzak appelle la France, en l'occurrence, à prendre mieux en compte le (res-)sentiment historique et les intérêts géopolitiques de ses partenaires européens, si elle veut parvenir à l'objectif d'une véritable souveraineté à l'échelle européenne. Une critique qui fait écho au procès en ingérence néocoloniale et « double discours » alimenté par le Brésilien Jair Bolsonaro à l'encontre du même Président Macron, comme le montre Jean-Baptiste Houriez.

Mathieu Baudier, quant à lui, assume une critique radicale de l'idée nationale et prend ses distances, dans la lignée d'un Jacques Maritain, avec le concept de souveraineté, future européenne, dont il pointe les logiques sous-jacentes de puissance et d'exclusion, pour mieux leur opposer un État fédéral européen appuyé sur ses valeurs humaines universelles, précurseur d'une communauté internationale à construire sur ces mêmes valeurs.

Pour notre part, s'il fallait proposer une synthèse « centriste », sans aller jusqu'à cette dernière extrémité idéale, on serait tenté de reprendre d'abord à notre compte le magnifique plaidoyer républicain mais d'abord humaniste d'Enjolras, le révolutionnaire des *Misérables* de Victor Hugo : « Au point de vue politique, il n'y a qu'un seul principe : la souveraineté de l'homme sur lui-même. Cette souveraineté de moi sur moi s'appelle Liberté. Là où deux ou plusieurs de ces souverainetés s'associent commence l'État. Mais dans cette association il n'y a nulle abdication. Chaque souveraineté concède une certaine quantité d'elle-même pour former le droit commun. Cette quantité est la même pour tous. Cette identité de concession que chacun fait à tous s'appelle Égalité. Le droit commun n'est pas autre chose que la protection de tous rayonnant sur le droit de chacun. Cette protection de tous sur chacun s'appelle Fraternité ». Et de tenir les deux bouts d'une même exigence pragmatique : la nécessaire considération – au double sens du terme – des réalités étatiques et nationales, qui demeurent des cadres politiques rassurants car éprouvés d'expression de la démocratie, et leur non moins nécessaire dépassement, bien

au-delà du discours et de la technique, dans une communauté plus large de destin, européenne pour commencer, à construire sur des bases impérativement démocratiques. Il en va de la garantie au XXIème siècle de la souveraineté de l'homme français et de l'homme européen sur eux-mêmes, c'est-à-dire de notre capacité commune de reprendre la maîtrise de notre destin, d'exister dans les rapports de force globaux et d'affronter, debout, les défis gigantesques de l'humanité et de sa planète.

ACTUALITÉ DU CERCLE AGÉNOR

CRÉATION DE L'ASSOCIATION CERCLE AGÉNOR

En cette année 2020, le Cercle Agénor devient une association. A l'occasion de son assemblée générale constitutive du 9 janvier 2020, les statuts et la composition du premier bureau ont été votés. Sont élus membres du bureau, pour un mandat renouvelable de deux ans :

- Pierre-André HERVÉ : Président
- Mathieu BAUDIER : Vice-Président
- Kôichi COURANT : Vice-Président
- Jean-Baptiste HOURIEZ : Vice-Président
- Charles COUDORÉ : Secrétaire
- Chang Hua PENG : Trésorier
- Mathieu CAMESCASSE : Trésorier-adjoint

Si vous souhaitez rejoindre l'association et participer à ses travaux de réflexion et de proposition politiques, vous pouvez contacter le bureau de Cercle Agénor à l'adresse suivante : contact@cercle-agenor.org

Vous êtes toutes et tous les bienvenu(e)s !

« *La souveraineté a toujours été limitée, mais ma conviction c'est qu'elle l'est encore plus aujourd'hui* »

ENTRETIEN AVEC GÉRARD ARAUD

PROPOS RECUEILLIS PAR MATHIEU BAUDIER LE 14 NOVEMBRE 2019

Né en 1953 à Marseille, Gérard Araud est une personnalité marquante non seulement de sa génération, mais aussi probablement dans l'histoire de la diplomatie française. Ancien ambassadeur de France en Israël (2003-2006), auprès de l'ONU (2009-2014), aux États-Unis (2014-2019), et un des principaux artisans de la mise en œuvre des positions françaises sur le dossier du nucléaire iranien, il a su combiner, au long d'une carrière diplomatique qui couvre quatre décennies, un impeccable professionnalisme avec des convictions ancrées et patiemment expliquées.

*Entamant désormais une nouvelle phase de sa vie professionnelle, il a récemment publié un récit commenté de sa carrière au Quai d'Orsay : *Passeport Diplomatique* (Editions Grasset, 2019). On y retrouve à la fois une vue de l'intérieur du Ministère des Affaires Étrangères et une réflexion de fond sur les mécanismes et les approches qui doivent fonder une politique étrangère efficace.*

Lors d'un entretien téléphonique transatlantique, nous lui avons demandé son éclairage sur le thème de la souveraineté, en explorant tout d'abord certains cas concrets qu'il a suivis de près, en prenant ensuite un peu de hauteur théorique, et en évoquant enfin les débats purement français sur le sujet.

MATHIEU BAUDIER : *Monsieur Araud, vous avez, au cours de votre carrière, été affecté à plusieurs postes diplomatiques sensibles. Commençons par Israël. Est-ce que vous diriez que Israël a la souveraineté sur les Palestiniens, en tout cas ceux de Cisjordanie ?*

GÉRARD ARAUD : Ne faisons pas du juridique. Si l'on s'en tient à la définition juridique de la souveraineté, la réponse est non, les territoires occupés sont des territoires occupés, Israël doit se comporter selon les Conventions de Genève pertinentes. Cela étant, Israël ne respecte pas les Conventions de Genève. Les implantations, la politique de colonisation, sont une violation manifeste du droit international, et dans les faits, Israël exerce sa souveraineté sur la

Cisjordanie sans respecter ces limites juridiques théoriques.

MB : *Parlons maintenant de l'ONU, auprès de laquelle vous avez représenté la France. Celle-ci est censée incarner la communauté internationale. Considérez-vous que le concept de communauté internationale soit effectif ? Existe-t-il une telle communauté internationale ?*

GA : Védrine dira : ça n'existe pas ! Ce que nous avons aujourd'hui c'est une aspiration de la plupart des pays du monde à affirmer et défendre leur souveraineté. Pour beaucoup de pays du monde, les notions de droits de l'Homme ou de droit d'ingérence ont été des artifices utilisés par l'Occident pour poursuivre ses propres objectifs égoïstes. On invoquait les droits de l'Homme pour Cuba et l'Irak mais pas

pour l'Arabie saoudite, c'est la question du double standard, etc. Vous avez en plus des grands pays comme l'Inde, la Chine ou le Brésil qui sont des puissances émergentes – la Chine a déjà émergé, l'Inde aussi – et qui donc sont d'autant plus revendicatives de leur indépendance nationale, de leur souveraineté. Aux Nations Unies, à l'Organisation, vous avez un cri général, un cri majoritaire en tout cas, sur le thème : « ne touchez pas à ma souveraineté nationale ». Vous allez donc dire : « il n'y a pas de communauté internationale ». Cela étant, il y a des sujets – et je crois qu'il y en aura de plus en plus – où les pays sont obligés de se dire : « nous devons travailler ensemble ». Le meilleur sujet évidemment c'est le changement climatique, avec la COP 21 où tous les États du monde se sont mis d'accord en disant : « bon, il faut qu'on travaille ensemble ». Mais si vous regardez la COP 21 vous voyez que ça a été un succès seulement parce que les Français ont dit : « c'est un engagement général mais chaque pays décidera par lui-même de ses objectifs et de la manière d'atteindre ces objectifs, ensuite, au niveau global nous ne ferons, d'une certaine manière, que suivre ces engagements qui sont des engagements nationaux ». Mentionnons aussi les médias sociaux, les opinions publiques, qui partout réagissent de manière comparable. En définitive ça dépend de ce que l'on met derrière le terme de « communauté internationale ». Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Il y a une opinion publique internationale. Il y a



l'hommage du vice à la vertu, c'est-à-dire que les États sont obligés de dire certaines choses et de ne pas en dire d'autres. Il y a une classe moyenne qui se développe partout dans le monde, et cette classe moyenne partage plus ou moins les mêmes aspirations, à la qualité de vie, à la qualité du climat, à la qualité de l'éducation, à la qualité de la santé, et aussi, d'une certaine manière, à la démocratie. Là encore cela dépend de ce que l'on met derrière...

MB : *Je poursuis la réflexion sur l'ONU. Au fond, ne peut-on pas dire que seuls cinq pays sont véritablement souverains ? Je pense évidemment aux cinq États membres*

permanents du Conseil de Sécurité, avec droit de veto, qui, au titre du chapitre 7 de la Charte des Nations Unies, peuvent décider d'intervenir dans un autre pays.

GA : Théoriquement, vous avez raison. Mais les cinq en question sont rarement d'accord ensemble. En particulier, ils ne sont quasiment jamais d'accord pour porter atteinte, précisément, à la souveraineté d'un autre pays. Les Russes et les Chinois n'acceptent jamais que l'on porte atteinte à la souveraineté nationale d'un pays. Dans l'histoire des Nations Unies ça s'est fait très rarement. Le seul exemple c'est l'Irak en 1991, avec la résolution 678, mais parce que l'Irak lui-même avait envahi un autre pays. Si vous regardez le Kosovo en 1999, l'intervention s'est faite sans l'accord des Nations Unies car la Russie s'y opposait. Dans le cas de l'Irak en 2003, la France s'y opposait, comme d'ailleurs la majorité du Conseil. Par ailleurs, on peut émettre une résolution sous le chapitre 7,

mais puisqu'il n'y a pas d'armée des Nations Unies cette résolution peut être totalement ignorée par le reste des pays du monde, sauf si un membre du Conseil décide de faire la guerre lui-même. De nouveau, cela n'est arrivé qu'en 1991. Le dogme fondateur des Nations Unies c'est le respect de la souveraineté nationale. C'est une exigence de tous les États membres, dont la Russie et la Chine se font les porte-paroles. Pourquoi ? D'abord parce qu'ils ont une vision des relations internationales qui ne prend pas en compte les valeurs. Mais aussi parce qu'eux-mêmes, du fait de leurs problèmes territoriaux – le Tibet pour la Chine, les républiques du Caucase pour la Russie – peuvent craindre qu'un jour on se tourne vers eux. Ils sont d'autant plus attachés à ne pas porter atteinte à la souveraineté nationale.

MB : *J'en viens aux États-Unis. Pensez-vous que les États-Unis aient gagné en souveraineté depuis l'élection de Donald Trump ?*

GA : Vous savez, les États-Unis ont toujours été le pays archi-souverain. La relation des États-Unis avec le multilatéralisme, chez les Républicains comme chez les Démocrates, a toujours été lointaine. Les États-Unis se vivent comme au-dessus du système international. C'est l'image de Gulliver entravé. Gulliver ne veut pas être entravé, il juge qu'il est exceptionnel. L'exceptionnalisme américain, c'est Madeleine Albright, qui n'est pas une Républicaine, qui l'avait cité. Dans mes contacts avec les Américains, cet exceptionnalisme il est démocrate. A l'époque de Clinton, j'ai souvent entendu dire : « oui, mais nous nous sommes différents ». C'est sous Clinton que les États-Unis ont refusé la Cour pénale internationale, le Traité d'interdiction des essais nucléaires et le Traité d'interdiction

des mines anti-personnel. Les États-Unis sont souverains, l'ont toujours été, et je ne pense pas que Trump y change quoique ce soit. On est souverain soit poliment soit brutalement. En général, les Républicains le sont brutalement. Ils diminuent leur contribution financière aux Nations Unies, ils refusent de ratifier des conventions, comme la convention sur le droit des personnes handicapées. Ils ont quand même réussi à refuser ça ! Mais, je le répète, sous les Démocrates ce n'est guère différent. Les États-Unis, comme la Chine et la Russie, veillent à ce que les Nations Unies ne s'intéressent pas aux sujets qui leur sont vraiment chers. Par exemple, les États-Unis, qu'il s'agisse des Républicains ou des Démocrates, n'accepteront jamais que le dossier du conflit israélo-palestinien soit vraiment confié aux Nations Unies. Il en va de même pour la Chine avec le Sri Lanka ou le Myanmar ou pour la Russie avec la Syrie et l'Ukraine. La logique des grandes puissances a toujours été là. Finalement, on a laissé les Nations Unies s'occuper des conflits qui n'intéressent personne. Cela étant, les conflits qui n'intéressent personne peuvent coûter la vie à des millions d'êtres humains, comme la République Démocratique du Congo, où je suis allé trois fois en tant que membre du Conseil de Sécurité, et qui est une tragédie absolue, où des centaines de milliers d'hommes ont perdu la vie et des dizaines de milliers de femmes ont été sauvagement violées.

MB : *Passons à un niveau plus théorique. Quelle serait votre définition de la souveraineté ?*

GA : Je peux vous donner la ou les définitions du droit international. Mais au fond, ayons du bon sens, la souveraineté désigne la capacité qu'a le gouvernement d'un pays de prendre les décisions qui concernent ses affaires intérieures et

extérieures, de contrôler ces affaires. La souveraineté n'est jamais pure. Tous les pays, y compris les États-Unis, lorsqu'ils prennent une décision, doivent tenir compte d'autres pays. Ils doivent tenir compte d'une opinion publique internationale. Dès que vous dites souveraineté vous devez dire limitation de cette souveraineté. Evidemment, la limitation de la souveraineté n'est pas la même si l'on est le Luxembourg ou les États-Unis. Chaque pays doit tenir compte de ce qui se passe au-delà de ses frontières. En Europe occidentale, nous avons la chance que les gens au-delà de nos frontières n'ont pas envie de nous envahir, ce qui n'est peut-être pas le cas ailleurs. La souveraineté a toujours été limitée mais ma conviction c'est qu'elle l'est encore plus aujourd'hui. Tout le monde aujourd'hui, par exemple, dépend du cyberspace mais par qui celui-ci est-il contrôlé ? On peut citer d'autres sujets transnationaux comme le changement climatique et, bientôt, l'intelligence artificielle, qui échappent au contrôle d'un seul État et même au contrôle des seuls États-Unis. La Chine a d'ailleurs créé son propre réseau internet parce qu'elle s'est rendue compte que si elle ne le faisait pas, sa souveraineté était réduite dans un champ où elle n'accepte pas qu'elle le soit, c'est à dire celui du contrôle de sa population.

MB : *La question de la souveraineté oppose deux approches importantes de la théorie des relations internationales, les réalistes d'un côté et les libéraux ou les idéalistes de l'autre. Cette opposition n'est-elle pas réductible à une différence entre analyse positive - ce qui est - et analyse normative - ce qui devrait être ? Vous-même vous définissez souvent comme réaliste, qu'est-ce que cela signifie pour vous ?*

GA : Je suis d'accord avec vous. C'est la différence entre descriptif et prescriptif. Si l'on regarde le cas de l'Ukraine, on est d'accord pour dire que Poutine a tort, mais analysons la situation à partir de la réalité. Quand je dis que les Européens ou, plus largement, les Occidentaux ne se battront pas pour l'Ukraine, ce n'est pas prescriptif, c'est un fait. Nous n'enversons pas nos soldats en Ukraine. Nous devons partir de cette réalité. C'est en cela que je suis un réaliste. Je vois des gens devant moi qui hurlent en disant que c'est du cynisme. Non, j'ai des valeurs comme toute personne, mais j'ai une vision tragique de l'histoire et des êtres humains et je sais ce que les êtres humains, les pays, sont capables de faire ou pas. On peut trouver totalement scandaleux, comme l'écrivent certains, que les Français ne veuillent pas mourir pour l'Ukraine, mais c'est un fait. C'est à partir de là qu'on peut définir une politique sur l'Ukraine. De même, aux gens qui disent que l'Ukraine doit faire ce qu'elle veut, je réponds qu'elle ne peut pas, parce qu'elle est dans une position d'infériorité militaire vis-à-vis de la Russie, qui a ce qu'on appelle en bon jargon « *escalation dominance* ». Peut-être parce que je suis un scientifique de formation, je pars toujours de l'analyse de la situation, c'est cela mon réalisme : circonscrire d'abord le champ des possibles puis éventuellement l'élargir pour le faire rencontrer l'intersection avec le champ des souhaitables. Mais un champ des souhaitables qui ne tienne pas compte des possibles, ça flatte notre vertu mais ça n'a aucune incidence.

MB : *Dans votre livre, vous mentionnez souvent le choc des intérêts, nationaux ou en tout cas des entités qui s'activent dans l'arène internationale. Quel est cet intérêt qui anime les acteurs ?*

GA : C'est là la faiblesse de la théorie réaliste. Celle-ci part de l'idée que l'on a des intérêts rationnels, définis par chaque

acteur, qui défendent ces intérêts de manière rationnelle. Quand on est un praticien des relations internationales, on voit très rapidement le problème. On se rend compte que son propre pays, en réalité, définit ses intérêts, non pas de manière irrationnelle mais à partir d'éléments qui sont irrationnels. Prenons l'exemple du Liban. Je vais peut-être vous choquer mais je me suis toujours demandé pourquoi la France, depuis la guerre civile, dépensait une telle énergie, un tel capital politique, d'ailleurs de manière assez inefficace, pour essayer de résoudre ou de contribuer à la résolution de la crise libanaise, ce qui me paraît totalement démesuré par rapport à nos intérêts. Au Liban, nous ne définissons pas nos intérêts à partir d'éléments matériels mais, à cause de l'histoire, à cause d'éléments irrationnels, l'opinion publique française juge que le Liban fait partie des intérêts nationaux de la France. Cette faiblesse de la théorie réaliste est aussi manifeste dans le cas de la Russie. Quel est l'objectif de Poutine ? Si son objectif est d'améliorer la position géopolitique de son pays, on peut comprendre, qu'on soit pour ou contre, qu'il juge que l'Ukraine ne doit pas être dans l'OTAN ou dans l'Union européenne. Il y a là une forme de rationalité. Mais si, inversement, à cause du passé russe, il veut reconstituer la Russie impériale, alors on tombe dans l'irrationalité. La définition de l'intérêt ne peut donc se fonder seulement sur un critère de rationalité comme le voudrait la théorie réaliste. Qui plus est, l'intérêt peut changer selon celui qui est à la tête du pouvoir. La préservation du régime peut aussi compter parmi les intérêts définis par un pouvoir. Cela étant, de façon générale, on peut tout de même dire qu'un intérêt demeure toujours en arrière-plan : la sécurité du pays. La notion de sécurité, au sens premier du terme, reste

un élément essentiel pour les États. Pour la Chine par exemple : quand on regarde ses frontières on peut comprendre ses angoisses. Pour la Russie aussi. Ici en Occident on a du mal à le comprendre. Du fait de notre histoire marquée par les deux guerres mondiales, nous, les Européens, avons pris une autre voie pour définir notre sécurité qui a été la construction européenne. Quant aux Américains, ils n'ont jamais connu cette angoisse car ils ont l'immense chance d'être situés entre les poissons et les poissons, comme disait Bismarck, et entourés au nord et au sud par des pays faibles.

MB : *Cette particularité occidentale n'a-t-elle pas disparu avec le terrorisme ? On peut le penser en regardant les efforts militaires déployés par les États-Unis ou la France après avoir été frappés par le terrorisme.*

GA : Il y a une spécificité, en Europe, de la France et du Royaume-Uni. On ne s'en rend peut-être plus compte dans le cas du Royaume-Uni car ce pays est autocentré depuis trois ans à cause du Brexit et parce que sa participation à l'expédition en Irak en 2003 a été extrêmement traumatisante à la fois pour l'opinion publique britannique qui y était opposée et pour la classe dirigeante et l'armée qui n'y ont joué qu'un rôle humiliant de supplétifs malgré leurs efforts coûteux. Quoiqu'il en soit, on a là deux pays qui, du fait de leur histoire là-aussi, sont encore prêts à utiliser la force. Cela étant - je l'ai dit à Emmanuel Macron quand il était candidat - je pense que nous avons trop militarisé notre politique étrangère. Je suis par exemple extrêmement sceptique sur la nécessité que nous ayons d'aller au Sahel et je suis très inquiet sur l'avenir de cette opération.

MB : *En France, on évoque parfois le débat qui anime le milieu de la politique étrangère entre les « néo-conservateurs » et les « gaullo-mitterrandiens », ou « Villepino-*

Védrinistes » pour reprendre l'expression proposée par Joseph Bahout dans un précédent entretien avec le Cercle Agénor. Dans votre livre vous dites qu'on vous a parfois taxé de « néo-conservateur ». A vous écouter pourtant, on peut être surpris. Comment expliquez-vous cette réputation ?

GA : Le « gaullo-mitterrandisme » était marqué, il faut bien le dire, par une solide dose d'anti-américanisme. Or, je n'ai jamais été anti-américain. J'ai beaucoup de scepticisme, de critiques vis-à-vis des États-Unis mais je considère que nous appartenons à la même aire civilisationnelle. De plus, je suis arrivé à la maturité professionnelle à un moment où la Guerre froide était finie et où les préoccupations étaient tout à fait différentes. Dans le cadre de la lutte contre la prolifération on était conduit à travailler avec les Américains et le fait que j'ai travaillé avec eux explique qu'on m'y ait assimilé. J'étais aussi favorable à une politique de fermeté vis-à-vis de l'Iran, qui ne faisait pas l'unanimité au Quai d'Orsay. J'ai dû me battre pour maintenir cette ligne. Ajoutons à cela que j'ai servi en Israël et ne suis pas anti-israélien. Il était ainsi facile de me qualifier de « néo-conservateur », ce que je ne suis pas.

MB : *Était-ce une façon de vous disqualifier ?*

GA : Totalemment. C'est en effet un qualificatif qui disqualifie. Mais c'est de bonne guerre.

MB : *Plus largement, que pensez-vous de ce débat, de ce clivage ? Est-il d'ailleurs pertinent pour rendre compte des tendances actuelles de la réflexion, en France, sur les relations internationales ?*

GA : Non, je ne pense pas. C'était le débat des années 2000, peut-être jusqu'en 2015. On est sorti de là et rentré dans une nouvelle ère. On le voit bien dans l'entretien du Président de la République

avec *The Economist*, le débat pertinent aujourd'hui oppose Europe et nation. C'est une projection du débat interne à notre société entre, disons, « globalistes » et « nationalistes ». En Europe, le globalisme est assimilé à l'Union européenne. Il y a un vrai débat, une vraie problématique là derrière, qui concerne la décision démocratique. Avez-vous lu l'ouvrage de Yascha Mounk « Le peuple contre la démocratie » ? Je vous conseille, c'est intéressant. Il faut écouter les gens qui disent « nation contre Europe », qui ne regroupent pas seulement l'extrême-droite mais aussi des anti-européens comme Hubert Védrine. Il faut les écouter d'abord parce que 35 ou 40% de la population semble les suivre, mais aussi parce qu'ils posent de vraies questions sur la démocratie, c'est-à-dire sur le transfert d'un certain nombre de décisions vers des corps qui ne sont pas élus, et le malaise que cela crée. La nation est encore le cadre qui reste pour permettre l'expression d'un corps politique. Au sein de l'Union européenne, d'un côté on a un Parlement européen qui n'a pas réussi à trouver sa légitimité démocratique – là encore c'est un fait, c'est descriptif, pas prescriptif – et de l'autre une Commission qui reste assez technocratique. Cette critique ne vaut pas seulement pour le cadre européen. Depuis vingt ou trente ans, on a transféré énormément de pouvoirs de décision soit à des organes comme le Conseil constitutionnel ou des tribunaux, soit à des commissions ou des autorités indépendantes, pouvoirs qui du coup échappent au contrôle démocratique. Par sa structure même, l'Union européenne fait partie de ce malaise. La question qui va se poser maintenant c'est l'équation de notre Président. Il a tout misé sur un nouvel élan européen et la coopération avec l'Allemagne, mais l'Allemagne ne donnera rien. Elle profite du *statu quo* et je la

comprends. C'est un pays vieillissant, qui a besoin de surplus commerciaux qui certes déstabilisent l'économie européenne, et elle profite de la Zone euro de façon extraordinaire. Pourquoi changer les choses ? Macron est dans une impasse. Revenons un peu en arrière. Pendant la campagne présidentielle, Emmanuel Macron était entouré de gens qui lui disaient de passer outre la règle budgétaire des 3% et les réticences allemandes. Lui a dit : « non, il n'en est pas question, il faut que l'on soit crédible ». Ensuite il y a eu le discours de la Sorbonne... Mais il faut bien dire qu'en face il n'y a rien : le budget européen est une blague, il n'y a toujours pas d'Union bancaire, tandis qu'un silence de mort règne à Berlin, si ce n'est pour l'envoyer balader, par exemple lorsque AKK [Annegret Kramp-Karrenbauer, présidente fédérale de la CDU, devenue depuis ministre fédérale de la Défense, ndlr] a dit que la France devait donner son siège au Conseil de Sécurité. Tout cela met Macron dans une très mauvaise position politique. Au-delà du coup de gueule exprimé dans l'entretien avec *The Economist*, je ne sais pas comment le réaliste, le pragmatique, qu'il est va réagir. N'oublions pas en tout cas qu'il a débuté sa carrière politique à 16 ou 17 ans chez Chevènement...

MB : *Le Président Macron s'est dit favorable à la « souveraineté européenne ». Pensez-vous qu'il croie vraiment à ce slogan, lui qui ne semble pas prêt au grand saut fédéral ? En définitive, souveraineté nationale et souveraineté européenne sont-elles compatibles ? Peut-on vraiment partager la souveraineté ?*

GA : Le mot n'est peut-être pas heureux car nous sommes dans une période de crispation identitaire et nationaliste. C'est un peu comme jeter, pour rien, de l'huile sur le feu. D'un point de vue conceptuel ça n'a pas non plus beaucoup de sens. Du

point de vue de la réalité, je pense qu'il y a un niveau de souveraineté nationale, par exemple sur les sujets de défense ou beaucoup de sujets locaux, mais qu'aucun pays n'est totalement souverain. Pour nous les Européens, si nous voulons garder une souveraineté dans certains domaines transnationaux, comme la biodiversité, le changement climatique, le commerce, la sécurité informatique, la fiscalité des grandes entreprises, les technologies de surveillance, ou l'intelligence artificielle, nous ne pouvons prendre la décision qu'au niveau européen. En ce sens, c'est le niveau de la souveraineté dans ces domaines. Au fond, le problème est moins le choix du terme que l'absence de son explication. En conséquence, toute une partie de la France se crispe, en pensant que le drapeau tricolore va disparaître au profit du drapeau bleu étoilé. C'est la même chose quand Macron parle d'armée européenne, ce que je trouve d'une extraordinaire maladresse. Il n'y aura jamais d'armée européenne à proprement parler, avec un soldat français qui défile à côté d'un soldat allemand, ou un régiment avec un bataillon français et un bataillon allemand. Ça ne peut pas marcher. Parler d'armée européenne c'est faux dans les faits, et c'est agiter un chiffon rouge en face de tous les nationalistes de la terre, et Dieu sait s'il y en a, y compris dans notre pays.

CRISPATION SOUVERAINISTE CONTRE URGENCE CLIMATIQUE : UNE CONTROVERSE FRANCO-BRÉSILIENNE

PAR JEAN-BAPTISTE HOURIEZ

Souvenons-nous l'été dernier : alors que l'Amazonie était en flammes, le président français est intervenu publiquement pour réprimander son homologue brésilien, en marge du G7 auquel ce dernier n'avait pas été invité. Le point le plus bas des relations franco-brésiliennes qui se sont tendues depuis l'élection du « Trump des Tropiques ». Si les provocations de Jair Bolsonaro ont fait du bruit en France, les critiques d'Emmanuel Macron soulèvent aussi de nombreuses questions au Brésil : quelle légitimité a-t-il pour intervenir ainsi ? N'est-ce pas de l'ingérence pure et simple ? Peut-on considérer les « crimes écologiques » au même niveau que les crimes contre l'humanité ?

Il y a là une nouvelle illustration des difficultés dans les relations Nord-Sud lorsqu'il est question de développement économique et du désaccord profond sur le constat et les actions à mener face au réchauffement climatique. Des questions essentielles pour l'avenir de la gouvernance et les réponses aux défis de l'Humanité.

CE BRÉSIL QUI N'Y CROIT PAS

Jair Messias Bolsonaro est originaire de l'État de Rio de Janeiro. Descendant d'immigrés italiens, il a fait ses études dans un collège militaire pendant la dictature brésilienne (1964-1988) avant de faire carrière dans l'infanterie. En 1988, alors capitaine, il est expulsé de l'armée, soupçonné de vouloir faire exploser des bombes artisanales dans l'enceinte même de son régiment. Deux ans plus tard, il est élu conseiller municipal de la ville de Rio sur un programme tourné vers l'amélioration de la qualité de vie des militaires, alors que la dictature se termine. Il saute les étapes pour devenir directement député fédéral et siégera à Brasilia jusqu'en 2018, passant par six partis politiques différents, mais toujours avec l'appui du même électorat.

« Bolsonaro rassemble une base électorale solide désignée par le sigle BBB : Bala, Boi, Biblia (les balles, le boeuf, la bible) »

Avec les années, le souvenir de la dictature s'estompe. Il faut dire qu'au Brésil elle n'a pas été aussi meurtrière qu'en Argentine ou au Chili. Bolsonaro candidat bénéficie d'une conjoncture favorable : d'abord un essoufflement des effets de la politique sociale du Parti des Travailleurs (PT), après dix ans de pouvoir tenu par Dilma et Lula. Puis la stigmatisation : la corruption au Brésil c'est le PT, il faut qu'ils partent. Cette rengaine est favorable à l'ordre moral et militaire, remède au communisme et à la corruption. C'est sur ce discours que Bolsonaro rassemble une base électorale solide désignée par le sigle BBB : Bala, Boi, Biblia (les balles, le bœuf, la Bible) :

• « Les balles » ce sont principalement les militaires négligés selon lui par le PT, dont les dirigeants étaient membres de la résistance. Les militaires ont vu en Bolsonaro une opportunité d'améliorer leur influence et leur image, et certains gradés ont ainsi participé au débat public via Twitter ;

- « Le bœuf » désigne les ruralistes, ces grands propriétaires terriens qui adhèrent au discours climato-sceptique du candidat et demandent de nouvelles autorisations pour utiliser des pesticides jusque-là interdits ;

- « La Bible » c'est le discours moraliste, les valeurs traditionnelles et la famille nucléaire. La proximité de Bolsonaro avec les pasteurs des plus grandes églises évangélistes du pays lui offre une réserve de voix incontournable pour un succès présidentiel. La croissance des évangélistes est due à l'élitisme et la déconnection de l'Eglise catholique traditionnelle, ainsi qu'à la faillite selon eux des promesses morales républicaines.

L'ÉCONOMIE POUR LES NULS

« *Ordem e Progresso* », l'ordre et le progrès de la devise brésilienne, sont deux valeurs absentes selon ses électeurs. Pour ce progrès ils sont prêts à tout sacrifier, même l'Amazonie. Le Brésil est un pays extractiviste, dont l'économie repose principalement sur l'exploitation des ressources naturelles (2e producteur mondial de fer, 4e de potassium...), du pétrole (le pré-salé, gigantesque réserve de pétrole off-shore) et de produits agricoles (maïs, soja, viande...). Jair Bolsonaro est donc prêt à tout pour favoriser ces exportations. Comme baisser artificiellement la valeur du réal : il était en décembre 2019 à 4,70 R\$ pour 1€ alors qu'en 2010 le même euro équivalait à 2,90 R\$. Ou encore négliger des crimes environnementaux comme l'effondrement du barrage de contention de résidus de fer dans la ville de Mariana, ou encore la marée noire qui a ravagé les côtes du Nordeste, sans demander de compte aux entreprises responsables.

La permissivité du gouvernement Bolsonaro face aux crimes environnementaux est inédite. Le ministère de l'environnement a été relégué à un secrétariat d'État dépendant du ministère de l'agriculture et son secrétaire d'État, Ricardo Salles, un avocat, n'a pas été nommé en raison de son activisme pour l'environnement mais bien

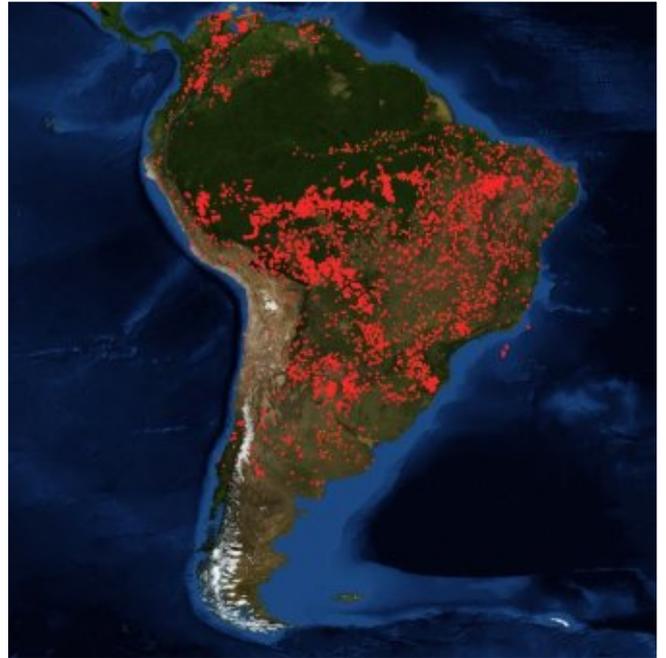
« Ordem e Progresso, l'ordre et le progrès de la devise brésilienne, sont deux valeurs absentes selon ses électeurs. Pour ce progrès ils sont prêts à tout sacrifier, même l'Amazonie. »

pour son zèle à faire élire le Président avec son groupe de réflexion conservateur Movimento Endireita Brasil (MEB), traduisible de deux manières : mouvement pour droitiser ou redresser le Brésil. Depuis sa prise de fonction, Salles a réduit les dotations des agences de protection de l'environnement (IBAMA, ICMBIO...), diminué les parcs nationaux en taille et en nombre ainsi que les réserves indigènes, assoupli les contrôles de conformité environnementale auprès des entreprises polluantes et même menacé de sortir de l'accord de Paris. Des mesures présentées comme un remède à une économie moribonde.

DES DIFFICULTÉS À DONNER L'EXEMPLE

La France et l'hémisphère nord vivent cet été 2019 avec les températures les plus élevées jamais enregistrées. Le spectre de la canicule de 2003 et ses milliers de morts est dans tous les esprits. 2003 c'est d'ailleurs l'année de naissance de Greta Thunberg, qui avait commencé son « Skolstrejk for Klimatet » un an avant le G7 de Biarritz, et la détermination de la jeune Suédoise avait déjà fait le tour du monde. Ce G7 n'était pas spécialement orienté vers les questions climatiques, la présence du président américain

compromettait tout abordage frontal du sujet. Mais en cette saison sèche dans l'hémisphère sud, on enregistre un nombre record de foyers d'incendie. Dans la forêt amazonienne, Bolivie, Pérou et Brésil sont durement touchés. Alors que les présidents des nations andines se dépêchent sur place et mobilisent des moyens extraordinaires pour combattre les flammes, du côté brésilien rien d'anormal, c'est la saison sèche... La France, pays amazonien également touché, intervient et pointe du doigt la politique écocide du gouvernement Bolsonaro. Mais un faux pas de communication vient donner un contre argument au président brésilien. L'image d'illustration du tweet incriminé d'Emmanuel Macron a été prise par Loren McIntyre, photographe mort en 2003. La photo, malgré sa qualité esthétique est donc datée. L'Amazonie brûle toujours mais on s'écharpe sur l'illustration du problème. Les incendies sont si conséquents que le ciel de Manaus, capitale de l'État, mais surtout celui de São Paulo à des milliers de kilomètres plus au sud s'obscurcissent. Le 19 août 2019, il faisait nuit à 15h dans la ville la plus peuplée du pays. Le président brésilien s'égosille à dénoncer une intervention néocolonialiste de la France, et va jusqu'à accuser des ONG et même Leonardo DiCaprio de mettre le feu volontairement pour toucher des subventions étrangères.



La pression internationale et le ton monte, six pays du G7 soutiennent le président français mais ce sont les menaces sur l'accord UE-Mercosur qui ont raison du déni de Bolsonaro et celui-ci finit par envoyer l'armée en renfort des pompiers. Ce qu'avait fait son homologue bolivien deux semaines plus tôt. Le fond d'urgence mis en place par les membres du G7 pour participer à l'effort contre la dévastation des flammes a été refusé par Bolsonaro de peur qu'il s'accompagne d'une liste d'exigences qui compromettrait sa gestion des politiques environnementales et des terres indigènes.

Au Brésil où la majorité de la population habite sur les côtes, l'Amazonie c'est loin et sans grand intérêt. L'État y a développé une zone franche pour dynamiser l'économie mais la position enclavée de la région a eu raison de ces stimulus. Le tourisme y est marginal et orienté vers les voyageurs étrangers. Par contre, l'intervention d'Emmanuel Macron a été vivement critiquée par les partisans de Bolsonaro et même au-delà. Tous y ont vu une menace pour la souveraineté de leur pays, de la part d'un pays colonial, qui plus est frontalier du Brésil avec lui aussi des intérêts miniers en Amazonie. Les critiques ont senti que le président français utilisait l'excuse écologique pour étendre sa propre influence sur des territoires riches en ressources naturelles. Pour les Brésiliens, l'Amazonie n'est pas un temple sacré de l'écosystème planétaire. A quel point l'est-il pour les membres du G7 ?

« L'intervention d'Emmanuel Macron a été vivement critiquée par les partisans de Bolsonaro et même au-delà. Tous y ont vu une menace pour la souveraineté de leur pays. »

CONDAMNÉS À S'ENTENDRE

L'intervention des pays développés dans les affaires internes de pays en voie de développement suscite toujours des réticences. Les premiers sont taxés d'ingérence et d'abus de position dominante. Il est encore difficile de reconnaître les Droits humains et les questions écologiques comme suffisants pour légitimer une intervention extérieure, indépendante de la volonté souveraine de l'État en question. Face à une avarice écocide, force est de constater que la nécessaire sanctuarisation d'espaces naturels ne va pas encore de soi. Malgré la multiplication des catastrophes naturelles liées à l'augmentation de la température globale, les feux de forêts gigantesques comme en Australie, en Californie, en RDC et en Amazonie, la mutualisation des mécanismes de réponse devient vitale. Il est encore difficile de quantifier le coût des conséquences humaines, économiques et écologiques de ces événements, pour les comparer froidement aux gains de l'exploitation des zones naturelles. Ce qui est certain c'est que les opinions publiques du monde entier tolèrent de moins en moins l'inaction et le manque de perspectives politiques. La transition dite écologique de repositionnement de l'économie pour une création de richesse décarbonée est une transition longue qui se fera seulement s'il existe une certaine confiance entre les générations. La réaction nerveuse des dirigeants brésiliens est symptomatique de leur culpabilité, cette irritation disproportionnée c'est le plaidé coupable de Bolsonaro.

SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE ? UNE RÉPONSE POLONAISE À M. MACRON

PAR MARCIN GIEŁZAK

La traduction depuis l'anglais de cette tribune par l'équipe du Cercle Agénor a été revue par l'auteur, et a donc valeur originale.

LA SÉCURITÉ D'ABORD

Si on considère le point de vue polonais vis à vis des questions relevant de la souveraineté stratégique européenne, ou plus généralement de la politique étrangère, on pourrait citer ce slogan souvent répété en France avant la dernière guerre : la sécurité d'abord.

Le grand historien Jules Michelet remarquait : « L'Angleterre est un empire, l'Allemagne un pays, une race ; la France est une personne ». Si on devait continuer de cette façon pour caractériser la Pologne, je pense qu'on pourrait dire que la Pologne est un sentiment. On appellera Polonais celui ou celle qui ressent le besoin de se rallier à « la cause polonaise », la cause de se battre pour l'indépendance du pays ou de se battre pour la maintenir. Un pays qui non seulement a perdu sa souveraineté plus d'une fois (1717, 1945), mais même son statut d'État, ayant été rayé de la carte (1795, 1939), un tel pays est naturellement profondément soucieux de ne pas laisser ceci se produire encore une fois. En effet, un synonyme répandu pour la Pologne est *Rzeczpospolita* (« La République », ou plus précisément « Le Commonwealth »), qui pointe vers l'idée de souveraineté populaire, et l'autre est *Niepodległa* (« L'Indépendant ») qui se réfère sans ambiguïté à la souveraineté nationale.

De la même façon, la plupart des Polonais ont tendance à évaluer les acteurs étrangers comme les politiques qu'ils mettent en œuvre en fonction de leur position vis à vis de « la cause ». Dans ce cadre, Napoléon ou Clémenceau, qui ont tous deux participé à ré-établir un État polonais, pourront être considérés comme de grands hommes d'État, et même De Gaulle, bien qu'il ait fait un pacte avec l'URSS et reconnu le « gouvernement » autoproclamé par les communistes, est une personnalité révérée à cause de son ardente et bien connue amitié pour la Pologne. Réciproquement, des phrases telles que « L'ordre règne à Varsovie » ou « Mourir pour Dantzig ? » ou « La Pologne a perdu une bonne occasion de se taire » sont citées encore aujourd'hui par ceux qui nourrissent clairement des sentiments anti-Gaulois ; et en général accompagnées par des remarques dévastatrices telles que : « On ne peut pas faire confiance aux Français ». Comment peut-on évaluer le leader français actuel à l'aune de telles questions ?

L'AMÉRIQUE ET L'OTAN

Il est tentant de faire appel à un autre cliché de l'entre-deux-guerres : la catégorisation des puissances européennes et mondiales entre les révisionnistes et ceux qui veulent maintenir le *statu quo*. La Pologne est plutôt satisfaite de ce *statu quo*, avec une *Pax*

Americana qui garantit son indépendance et lui donne de l'espace pour renforcer ses institutions, sa société civile et son économie. Dans la mesure où on peut parler de révisionnisme, il semble que le système d'alliances occidental affronte actuellement trois menaces majeures : le « pivot » américain vers l'océan Pacifique, le revanchisme russe, et l'ambition française. Nous allons nous concentrer ici sur cette dernière.

Dans ses interviews et interventions publiques récentes, le Président Macron a défini l'agenda français pour la période à venir. Il semble convaincu que le désengagement américain des affaires européennes est un fait accompli et que l'Union européenne doit rechercher une véritable souveraineté stratégique ; à cette fin, un rapprochement avec la Russie est nécessaire, sous une forme ou une autre. On est en droit de penser que M. Macron ne voit pas tant la proclamation d'un désintérêt américain comme une catastrophe géostratégique que comme une opportunité qu'il est décidé à saisir. Le monde multipolaire, qui est une ambition française depuis des décennies, pourrait finalement devenir réalité. La Pologne, inversement, cherche à maintenir l'engagement américain, soit dans le cadre de l'OTAN soit à travers une alliance bilatérale ou régionale si besoin. La situation idéale pour la Pologne serait d'être une sorte de Corée du Sud slave, un pays avec une croissance dynamique et des institutions solides, prospérant sous la protection offerte par les États-Unis face à une puissance régionale agressive.

« La situation idéale pour la Pologne serait d'être une sorte de Corée du Sud slave » —

En parallèle, Paris considère l'Alliance atlantique comme obsolète, car la France ne voit pas vraiment la Russie comme une menace pour ses intérêts et encore moins pour son indépendance. En effet, la Russie pourrait même être un allié et un atout en termes de coopération militaire au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. M. Macron semble par ailleurs inquiet des incursions russes en Françafrique et il n'est pas inconcevable qu'il puisse rechercher une Entente Cordiale avec Poutine, avec une Russie plus discrète sur les questions africaines et une France qui accorderait plus de soutien et d'influence au Kremlin en Europe de l'Est (le veto de la France à l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne de l'Albanie et de la Macédoine du Nord a, par exemple, beaucoup contribué à renforcer les intérêts russes dans les Balkans).

En effet, l'Afrique et le Moyen-Orient sont des territoires où la France a des intérêts vitaux, en termes économiques comme de sécurité nationale. Alors que pour les Polonais, combattre Daech ou Al-Qaïda n'est pas une priorité, et la stabilité de ces régions lointaines n'a que peu d'importance pour nous. Le gouvernement à Varsovie est avant tout préoccupé par son propre voisinage, l'*Intermarium*, et en particulier les pays entre la Pologne et la Russie, qui furent des provinces de la « République des Deux Nations » (l'union de la Pologne et de la Lituanie). De par cette ancienne appartenance, ces pays partagent le sentiment résiduel d'une identité commune et ressentent beaucoup plus fortement une menace qui les concernent tous.



Comme la France est objectivement mal équipée pour maintenir son statut de grande puissance, il semble bien que l'objectif français soit avant tout de rallier des ressources européennes à sa propre cause. La Pologne voit tout cela comme une tentative de transformer l'Union européenne en une continuation de l'Union française par d'autres moyens, et de créer une sorte de grande Légion Etrangère qui se concentrerait sur les objectifs français au Mali ou au Sahel, plutôt qu'une force armée qui protégerait les frontières de l'Europe.

LA RUSSIE

Comme la Russie est la seule menace sérieuse pour l'indépendance de la Pologne, les positions de M. Macron face à la Russie sont un enjeu critique. L'opinion répandue en Pologne est que le président français est coupable d'une grande naïveté par rapport au Kremlin, en premier lieu en acceptant leur propagande d'une Russie qui serait toujours menacée, toujours encerclée, qui chercherait juste à « se défendre » alors même qu'elle mène des guerres d'agression.

En parallèle, il est utile de noter qu'entre 1700 et 1914 la Russie a mené 70 guerres, avec seulement 4 d'entre elles sur son propre sol. La Pologne a été envahie depuis l'Est en 1654, 1733, 1768, 1792, 1794, 1830, 1863, 1920 et 1939. On comprendra que les Polonais sont peu disposés à entendre que la Russie devrait bénéficier de « compensations » suite

aux pertes territoriales qu'elle aurait subies après la chute de l'URSS. Nous parlons ici de pays et de peuples qui ont été conquis en conséquence directe du pacte Hitler-Staline. Dans ce cas, on pourrait tout aussi bien parler de « compensations » pour l'Allemagne en échange de ses pertes

« La Pologne a été envahie depuis l'Est en 1654, 1733, 1768, 1792, 1794, 1830, 1863, 1920 et 1939 »

en France, aux Pays-Bas ou en Afrique. Afin de comprendre la perspective de la Pologne sur la Russie, un dirigeant français aurait besoin de s'imaginer une Allemagne bien différente : une Allemagne avec une énorme armée d'active et équipée d'armes nucléaires ; une Allemagne dirigée par une élite choisie de façon non-démocratique et issue des ministères d'État du III^{ème} Reich ; une Allemagne qui n'hésiterait pas à assassiner ou emprisonner ses propres citoyens ; une Allemagne qui envahirait les pays voisins de la France et occuperait des portions de leurs territoires ; une Allemagne dont les généraux se vanteraient d'avoir leurs missiles programmés pour viser les grandes villes françaises ; une Allemagne qui conduirait des exercices conjoints avec, disons, l'Italie et dont l'objectif serait de faire tomber Paris. Cette Allemagne inimaginable pour la France, c'est la Russie que la Pologne se doit de considérer.

Récemment, deux pays voisins de la Russie (la Géorgie et l'Ukraine) ont été attaqués principalement à cause de leur désir d'indépendance et de leurs aspirations européennes et atlantistes. Les élites polonaises ne voient tout simplement pas en quoi la politique russe de M. Macron serait différente de tous les *resets* précédents, et en quoi elle serait autre chose que de l'*appeasement*. De même, bien que le président français proclame qu'il ne sera jamais naïf vis-à-vis de la Russie, il soutient la proposition d'un moratoire sur les missiles nucléaires à portée intermédiaire qui ne tiendrait pas compte de tous les missiles non déclarés par la Russie, lui donnant ainsi un avantage injuste. On a à peine vu le service minimum quand la Russie a tué des citoyens britanniques sur le sol britannique,

quand elle est intervenue dans les élections américaines, quand elle a pénétré des sites internet du gouvernement estonien, ou qu'elle a soutenu des extrémistes en France même. Une telle attitude semble montrer au Kremlin qu'il est payant d'opter pour la dissimulation, la coercition et la violence. Si la Russie ne subit aucune conséquence de ses agressions, ou ne les subit que temporairement, tout en récoltant des bénéfices sur le long-terme, elle a toutes les raisons de répéter les mêmes comportements ; peut-être que la prochaine fois ce seront les pays baltes, ou peut-être même la Pologne.

LA POLOGNE DES PIASTS ET LA POLOGNE DES JAGELLONS

Parmi les Polonais eux-mêmes il y a des divisions, naturellement. Il y a les partisans de ce qu'on appelle la politique piastienne (du nom de la première dynastie régnante polonaise, les Piasts, 966-1370) et, opposés à eux, les partisans d'une politique jagellonienne (du nom des Jagellons, rois de Pologne et grands ducs de Lituanie, 1385-1569). Si on s'autorisait certaines libertés par rapport à la réalité historique et qu'on appliquait une certaine licence poétique, on pourrait résumer que les « Piasts » étaient orientés vers l'Occident et en général se décidaient pour une alliance avec « l'Allemagne », tout en gouvernant un pays plus petit, mais homogène. Alors que les « Jagellons », par opposition, se préoccupaient plutôt de bâtir un empire, et donc pouvaient accueillir des sujets de toutes origines. Ils étaient plus que disposés à « pivoter » vers l'Est, tout en méprisant les Occidentaux, considérés comme décadents et peu fiables, notamment à cause de leur fanatisme religieux (on retrouve cela dans le rejet contemporain du « politiquement correct »). Les « Piasts » de notre temps pourraient se tourner vers M. Macron, notamment car ils ont peu d'affinités avec les pays à l'est de la Pologne, qu'ils considèrent comme pénibles et à moitié civilisées ; les « Jagellons », qui sont la majorité, n'abandonneront jamais cet enracinement à l'Est, et seront toujours dévoués à la Géorgie, les pays baltes et, par dessus tout, à l'Ukraine. Comme nous ne sommes pas capables par nous-mêmes de dissuader une agression russe ni de les expulser des vieilles terres de la République des Deux Nations, il est raisonnable de considérer que seule une alliance avec les États-Unis, soit régionale soit dans le cadre de l'OTAN, soit susceptible de garantir notre objectif à long terme. De plus, les Américains n'iront pas imposer aux traditionalistes « Jagellons » du politiquement correct, des théories du genre ou autres « progressismes » comme M. Macron seraient susceptible de le faire (sous les applaudissements des « Piasts »).

La position européiste pourrait, peut-être, enclencher une dynamique si les dirigeants français semblaient offrir de meilleures garanties de sécurité que les Américains. Si Paris était à l'avant-garde d'une armée paneuropéenne sur le flanc est de l'Union européenne, si Paris partageait son parapluie nucléaire avec ses alliés européens, si Paris abandonnait son siège au Conseil de Sécurité de l'ONU au profit de l'Union, alors la perception polonaise sur tous ces sujets pourraient radicalement changer. Cependant, de tels développements semblent hautement improbables, alors que l'objectif de M. Macron est la grandeur et la souveraineté stratégique française, en s'appuyant sur le potentiel de l'Europe, et non pas le contraire.

« La position européiste pourrait, peut-être, enclencher une dynamique si les dirigeants français semblaient offrir de meilleures garanties de sécurité que les Américains » —————

PERSONNE NE VEUT DE LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE

PAR MATHIEU BAUDIER

Personne ne veut de la souveraineté européenne. Ni ceux qui croient en la Nation, comme on croit au Père Noël ; ni ceux qui prétendent vouloir cette souveraineté, mais ne dépassent jamais les beaux discours et les vieilles lunes franco-françaises. Et ni même ceux-là n'en veulent pas, pour qui la construction est avant tout un projet ancré dans la réalité du Monde, et donc un projet universaliste.

NI LES NATIONALISTES

L'humanité fait face à une crise. Une crise de long-terme, qui s'étend sur plusieurs siècles, qui dépasse l'échelle de nos vies, et qui est par conséquent difficile à appréhender. Les multiples crises qui font l'actualité et qui constituent le seul horizon de nos générations pourraient en être vues comme des étapes ou des variations. Crises pétrolières, crise du socialisme, plusieurs crises de croissance de l'Internet, crises du terrorisme, crise financière, crise de l'euro, crise du changement climatique, crise du populisme illibéral... Cette crise à l'échelle de l'Histoire, c'est la révolution industrielle. C'est celle du changement radical que l'industrialisation a provoqué dans le rapport de l'Humain avec sa propre condition, dans le rapport entre l'Humain et la Cité (en particulier à travers l'urbanisation massive), et dans le rapport entre l'Humain et son environnement naturel. Parmi diverses tentatives, l'idée nationale a été une réponse durable et robuste aux questions existentielles et sociétales posées par cette crise. Elle a su adapter de façon cohérente l'ancienne appartenance tribale aux caractéristiques de ce nouveau contexte. Benedict Anderson a décrit la Nation comme une « communauté imaginaire », mais la tribu du néolithique l'était tout autant : au-delà de la famille, du cercle d'amis, du hameau ou du quartier, toute communauté est imaginaire.

Cependant la grande faiblesse de l'idée nationale est son irrationalité ; d'autant plus qu'elle s'inscrit dans ce contexte de la société industrielle, qui valorisa soudain le rationnel comme principe premier d'organisation et de légitimité. Personne ne s'est jamais assis au comptoir d'un bar pour discuter de l'avenir avec la France, la Corse, ou le Califat. Il y a autant d'idées de la France qu'il y a de personnes dans le Monde pour en imaginer une : pour certains, c'est la patrie de la laïcité et des « Droits de l'Homme » (tels qu'on les conçoit tous deux en France) ; pour d'autres, c'est un destin inévitable, prouvé par sa riche Histoire (écrite par les vainqueurs de chaque étape). Notre critique ne porte pas ici sur la pertinence de ce concept de la Nation, ou sur sa valeur. Il n'y a certes aucune raison d'être fier d'être Français (ou Chinois, ou Serbe, ou Américain, etc.), car on ne peut être fier que de ce qu'on a effectivement réalisé soi-même ; mais il y a clairement beaucoup de raisons d'en être heureux. La critique porte ici sur la violence, théorique et pratique, implicite et maintes fois réalisée, cette violence qui consiste à imposer l'idée nationale comme seul principe organisant la souveraineté. Le contre-argument pertinent qui émerge le plus souvent se

« Personne ne s'est jamais assis au comptoir d'un bar pour discuter de l'avenir avec la France, la Corse, ou le Califat. »

résume à : « Mais les gens ont besoin de croire en la Nation, sinon la société s'écroule ! ». Les parents qui sont confrontés à l'inéluctable question : « Est-ce qu'il existe vraiment ce Père Noël ? » connaissent le dilemme. Briser ces rêves qui rendent l'hiver européen moins long, ou bien qui rendent moins pénibles les tensions de la vie en société ? Ou alors froidement mentir à ceux qui nous font confiance ? On laissera chacun juge pour leurs propres enfants, mais la crédibilité comme l'honnêteté intellectuelle sont indispensables à la légitimité vis à vis des citoyens. Tout sentiment d'appartenance nationale relève d'un mythe individuel, potentiellement riche et beau, respectable en tous cas, mais qui ne peut s'imposer aux autres.

Heureusement, un des attraits de l'Union européenne, c'est qu'elle est une chance formidable pour les nations de se libérer de cette contradiction. Elle leur permet d'exister même là où leurs aspirations irrationnelles sont objectivement incompatibles et conflictuelles. Une « Irlande » du Nord et un Royaume « Uni » ? Une « grande » Hongrie et une Roumanie stable ? Une « grande Serbie », et une « grande » Albanie, et encore une « grande » Bulgarie, etc. ? Une Macédoine slave et une Macédoine grecque ? Une Catalogne, une Écosse, une Lombardie, une Bavière, un Kurdistan, une Palestine, une Kabylie, etc. qui pourraient vivre enfin pleinement leurs identités distinctes, fascinantes, et légitimes ? Dans un monde encore régi par la souveraineté nationale, « le nationalisme, c'est la guerre » comme le pointait François Mitterrand tout en quittant la scène ; dans une Union qui s'assumerait enfin post-nationale plutôt que structurée essentiellement autour de ses États-membres, l'harmonie est cependant possible.

« Dans une Union qui s'assumerait enfin post-nationale plutôt que structurée essentiellement autour de ses États-membres, l'harmonie est cependant possible » —————

La séparation de l'Église et de l'État a profité à l'Église comme à l'État, car tous deux ont enfin pu se concentrer sur leurs véritables rôles et leurs responsabilités pertinentes ; de même, la séparation de la Nation et de l'État profitera à l'un comme à l'autre.

NI LES EUROPÉISTES

Est-ce que la « souveraineté européenne » serait alors une antithèse à l'impasse nationaliste ? L'idée est séduisante, car elle répond à la fois aux ratés de la mondialisation et à la résurgence de l'idée nationale comme des appartenances tribales. Une résurgence à laquelle on assiste actuellement, aussi bien aux niveaux des États constitués que de régions que les accidents de l'Histoire ont privées de cette souveraineté (ou même au niveau d'autres « communautés imaginaires », non géographiques). En fait, ce slogan de la « souveraineté européenne » reprend les mécanismes de l'idée nationale, mais en les remontant encore d'un cran. La tribu a été balayée par la révolution industrielle, alors qu'elle avait su vaillamment survivre au peu de permanence des empires. Et maintenant, la Nation est objectivement devenue anachronique, à l'heure de l'Internet, des flux financiers en temps réel, et des containers si efficaces sur les cargos de la mondialisation. Mais existe-t-il une tribu européenne qui aurait suffisamment d'intérêts communs à défendre de façon souveraine ? Suffisamment d'intérêts en commun à défendre face aux « autres » peuples du Monde ?

Le problème essentiel avec ce rêve, c'est que ce projet de « souveraineté européenne » n'est pas crédible. On voit d'ailleurs de plus en plus que ce projet ne prend pas. Quand ça veut pas, ça veut pas. Cela ne prend évidemment pas en France, car malheureusement ces questions intéressent peu. De façon plus problématique, cela ne prend pas non plus dans le reste de l'Europe, dans les cercles de décision et d'opinion qui pourraient lui donner une véritable dynamique historique. Pourquoi est-ce que cela ne prend pas ? Pour commencer, on a quand même l'impression qu'il s'agit avant tout d'un positionnement électoral qui espère que l'élection présidentielle de 2022 se jouera entre M. Macron et Mme Le Pen. De plus, les dirigeants français actuels mènent en pratique une politique franco-française dès qu'ils se déplacent hors d'Europe. Et en parallèle, ils cherchent avant tout à promouvoir les « intérêts » français au sein des institutions européennes. Plus durablement, marteler ainsi les ressorts psychologiques de la souveraineté refait nécessairement émerger les mêmes fractures qui ont historiquement structuré l'Europe, c'est à dire ces fameux niveaux nationaux, qui justement paralysent l'Union.

Heureusement, il existe une solution pour résoudre cette tension entre modernité et identité, tout en avançant. Il s'agit tout simplement de faire émerger un véritable État européen. Un État qui serait souverain, autant qu'il pourra l'être de façon réaliste (car toute souveraineté à ses limites), et un État qui respecterait les principes de subsidiarité et de proportionnalité. Si on veut que cette mythique souveraineté soit effectivement populaire, et non aux mains de quelques « leaders » à la légitimité volatile, cet État devrait de plus être démocratique.

En fait, on voudrait bien de ce concept bancal de « souveraineté européenne », si il était combiné avec une exigence qui refuserait toute hypocrisie. Oui, nous voulons bien d'un État fédéral ; mais un État fédéral dans toutes ses facettes (et pas seulement au niveau des transferts fiscaux).

NI LES HUMANISTES

Ayant considéré les impératifs tribaux millénaires, puis la réalité qu'il va bien falloir que tout le monde se fasse réélire en 2022 et en 2024, cédon's un instant à cette tentation si française de considérer la situation de façon cartésienne. Le but de l'intégration européenne, telle qu'elle a été mise en place depuis plus de 60 ans avec succès, n'a jamais été de défendre les intérêts européens *for the sake of it*, mais plutôt d'enraciner certaines valeurs universelles dans l'espace européen. Droits humains, libertés (mouvement, commerce, etc.), droit humanitaire international, un ordre international reposant sur des règles et sur la coopération. La proposition de faire de l'Union européenne un acteur de puissance classique a, comme nous l'avons vu, certaines justifications. Mais elle impliquerait de jeter à la poubelle les institutions et les mécanismes existants, basés sur la construction patiente du consensus dans le cadre du respect scrupuleux de principes fondamentaux. Certes, le « saut fédéral » constituerait également un changement essentiel de nature par rapport à l'Union actuelle, mais, ayant été en fait préparé depuis longtemps, il pourrait s'effectuer facilement via quelques modifications, cruciales mais localisées. En revanche, l'émergence d'un « nouvel empire européen », comme le rêve le politicien conservateur Bruno Le Maire, et qui est *de facto* la proposition des autorités françaises actuelles, impliquerait de repenser de fond en comble toute l'architecture de

l'intégration européenne. Il faudrait notamment qu'elle soit acceptée par les « petits » États-membres, qui seraient évidemment perdants dans cette logique. Ou bien qu'on se débarrasse de certains de ces « petits » pays, qui semblent toujours agacer les dirigeants français, au risque qu'ils se jettent ensuite dans les bras d'autres « empires ». Ce n'est tout simplement pas réaliste ; surtout quand on connaît le pouvoir de nuisance que chaque nation européenne est capable de vaillamment mettre en œuvre, quand elle se sent acculée.

On nous rétorquera (et on ne s'en prive pas) que croire en la pertinence d'une Union *sui generis*, basée sur des principes plutôt que sur les hasards des rapports de force, n'est rien d'autre que (horreur) de l'idéalisme. Ou même... du droitdelhommisme (quelle horreur, décidément). Pire, de la naïveté ; notamment en ce qui concerne la froide observation que

le libre-échange, quand il est encadré par des règles justes, reste un formidable facteur de prospérité. C'est le débat éternel entre « réalistes » et « idéalistes », ou comme on aime à le nommer par chez nous, entre « néo-cons » et « vieux- ». Ou bien encore entre les « gaullo-mitterrandiens » et tous ceux qui sont déjà une fois sortis de l'Hexagone sans faire partie d'une délégation officielle. Cette critique d'une réflexion basée sur les Idées est légitime, alors que ceux qui



remettent en cause l'humanisme ont le vent en poupe dans beaucoup de pays. Un compromis avec Viktor Orbán, qui prétend croire à « l'Europe chrétienne » comme on croit au Père Noël, a peut-être son efficacité tactique. Mais le problème avec une Europe régie par la souveraineté hobbesienne, le problème avec une Europe qui ne croirait plus sincèrement dans les valeurs qu'elle professe constitutionnellement (via les traités qui la fondent), c'est que cette grande et puissante Europe deviendrait mécaniquement cet empire oppressant que dénoncent... nos concitoyens nationalistes.

Heureusement (encore une fois ; solide ce bon vieux projet européen, n'est-ce pas ?), heureusement, une Europe fidèle à ses valeurs n'est pas condamnée à être le jouet impuissant de ceux qui oppressent les peuples. Il s'agit de patiemment commencer à construire une subsidiarité et une proportionnalité au niveau mondial. Construire un projet qui soit à l'échelle du Monde, afin de s'attaquer aux problèmes qui doivent évidemment être traités à ce niveau, en premier lieu l'urgence climatique. Oui, il faut rester fidèle à nos alliances et à la discipline du libre-échange ; mais avec comme critère incorruptible de les limiter aux pays qui partagent nos valeurs. Le Canada de M. Trudeau n'est pas européen, mais, au-delà des paillettes, on préfère quand notre Président et notre Commission s'accordent avec lui plutôt qu'avec d'autres incontestables Européens « de souche ». L'Inde, le Brésil, le Japon, sont de grandes démocraties qui se cherchent, d'élection en élection ; montrons à leurs électeurs qu'il y aura une valeur ajoutée claire et nette à rester en phase avec nous. La Russie y viendra, espérons-le, quand le régime de

M. Poutine et de ses successeurs s'écroulera sous le poids de ses contradictions et de ses mensonges criminels. Oui, tordons sans pitié le bras aux Chinois, mais pas parce qu'ils sont Chinois et que nous sommes Européens ; mais parce que les citoyens chinois sont sous l'emprise d'une dictature brutale, totalitaire, et structurellement hostile à tout ce que nous voulons pour l'avenir. Quant aux États-Unis, soyons réalistes, et rappelons leur qu'ils ont tout autant besoin de nous que nous avons besoin d'eux. Leur pragmatisme et nos racines communes finiront par nous réunir de nouveau ; *a fortiori* si nous leur prouvons que nous serions en mesure de nous passer d'eux.

« Toute souveraineté qui ne se placerait pas au niveau de l'humanité entière, toute souveraineté qui ne saurait pas être universelle, ne peut mener qu'à des conflits. »

La souveraineté comme la loyauté sont des concepts exclusifs. On ne peut être loyal qu'à une seule personne vivante en même temps. En effet, sinon comment pourrait-on rationnellement réconcilier leurs éventuelles exigences contradictoires ? C'est par exemple pour cette raison qu'on ne peut jamais exiger la loyauté d'un chrétien, celle-ci étant déjà acquise. De même, toute souveraineté qui ne se placerait pas au niveau de l'humanité entière, toute souveraineté qui ne saurait pas être universelle, ne peut mener qu'à des conflits.

L'EUROPE A BESOIN D'UNE PENSÉE, PLUS QUE D'UN SLOGAN

Peut-être que certains veulent sincèrement cette « souveraineté européenne ». Peut-être... Il y a un sens à vouloir y croire, car, de même que pour l'idée nationale, on peut mettre tout ce qu'on veut dans ce slogan hors-sol, paresseux, et donc dans l'air du temps. J'ai pris le parti de m'en amuser ici, mais la motivation de cette tribune est avant tout de pointer les dangers qu'il y a à jeter le bébé de la patiente construction européenne avec l'eau du bain de la constante frénésie électoraliste française. Il me semble que l'incohérence irresponsable du populisme progressiste n'est rien d'autre que le pendant de la stagnation moisie du populisme conservateur.

Pensons plutôt. Pensons avec les autres Européens, pensons avec nos sœurs et frères humains, pensons des solutions démocrates : c'est à dire des solutions humanistes, pragmatiques, et fédéralistes.

CERCLE AGÉNOR, association loi 1901
7, rue Simone Veil - 92110 CLICHY
www.cercle-agenor.org
Email : contact@cercle-agenor.org

ISBN : 978-2-9571953-0-5
Dépôt légal : Février 2020

Tous droits réservés aux auteurs respectifs
Reproduction interdite sans autorisation

Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leurs auteurs
et ne sauraient lier les employeurs de ces derniers

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Photo de Gérard Araud, page 7, fournie par lui-même

Carte de l'Amazonie avec la localisation approximative des feux de forêt au 23 août 2019, page 15 : NASA Fire Information for Resource Management System

Rencontre de MM. Macron et Morawiecki à Bruxelles le 15 décembre 2017, page 18 :
Union européenne

Conseil européen à Bruxelles le 20 février 2020, page 24 : Union européenne